leurs procédés par le désir de faire faire des progrès à l'économie rurale là où ces progrès sont le plus nécessaires, et c'est sur ce principe seulement qu'on est justifiable de leur accorder des aides au moyen des fonds publics. Le but des Sociétés d'Agriculture devrait être d'encourager à faire des améliorations, bien plus que de récompenser ceux qui en connaissent déjà la valeur et l'avantage. Un guérêt d'été bien exécuté, la plus grande quantité de récoltes vertes, les meilleurs pâturages, le meilleur état général de l'égoût, les clôtures les meilleures et les plus économiques, ce sont là des objets qui pourraient être encouragés séparément par des prix moindres que ceux qui seraient donnés pour des fermes bien conduites. On pourrait aussi offrir des prix pour les luiteries les mieux soignées ; mais il faudrait, comme de raison, exclure de la concurrence pour ces choses séparément ceux qui concourraient pour la bonne culture et conduite des fermes. Ce qui devrait être encouragé principalement, c'est une concurrence plus générale ; les améliorations auraient lieu sur un plan plus étendu, s'il n'était accordé de prix à aucun cultivateur, à moins que sa terre ne fût généralement dans un état à lui faire honneur, au jugement des arbitres. Si les arbitres, ou juges, avaient à aller sur les lieux, pour voir en quel état seraient les choses, il ne serait pas accordé de prix pour des récoltes de pure chance. Nous ne proposons pas qu'un cultivateur devienne inhabile à obtenir un prix pour une bonne récolte, si toutes ses autres récoltes ne sont pas également bonnes ; nous voudrions seulement qu'il ne fût pas accordé de prix à un cultivateur pour une récolte quelconque, quand toutes les autres récoltes, etc., paraîtraient avoir été négligés ou mal soignés. Ce règlement ferait au moins que tout cultivateur qui voudrait concourir pour des prix extirperait de ses champs les herbes nuisibles. A toute Exposition Provinciale ou de District,

où il serait offert des prix pour des échantillons de grains, les échantillons devraient rester entre les mains de la Société, pour être vendus ou distribués par elle pour semence, à certaines conditions. Ce règlement ferait que les meilleurs grains seraient distribués par les campagnes et employés comme semence. Les prix offerts dans ce cas devraient être suffisants pour rémunérer amplement les personnes dont les grains seraient ainsi retenus, et si c'étaient de vrais échantillons de quantités plus grandes, comme ils devraient l'être, les expositeurs ne perdraient pas à les laisser à la Société pour les sommes qui leur en seraient données à titre de prix. Nous proposerions même de rendre les Expositions Provinciales ou de District libres à tous concurrens, indigènes ou étrangers, pour toutes sortes d'instrumens aratoires, et d'accorder des prix capables de récompenser libéralement les propriétaires ou fabricants, les instrumens devant, dans tous les cas, devenir la propriété de la Société, pour être placés dans un musée, et donnés comme prix, à l'exposition de l'année suivante. Outre les prix plus que raisonnables que les manufacturiers obtiendraient pour leurs articles, ils auraient encore l'honneur de se voir inscrits comme ayant exposés les meilleurs instrumens ; ce qui ne leur serait pas de peu d'avantage dans leur commerce. Il pourrait y avoir une classe distincte de prix pour les individus qui exposeraient des instrumens achetés et employés par eux sur leurs terres, et dont il ne serait pas juste de les priver ; mais ces prix ne devraient pas être considérables. En ouvrant et étendant ainsi le champ de la concurrence, nous pourrions obtenir les meilleurs instrumens des autres pays ; ce qui nous serait très avantageux, s'ils valaient mieux que les nôtres. On pourrait régler l'affaire des droits sur les articles venant d'un pays étranger pour être exposés, en garantissant, au port d'entrée, que pour tout article qui pourra être vendu